



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

UCANSS_25/AC/02

ACCORD-CADRE

Assurance Individuelle Accident Risque Agression

Table des matières

Article 1 - Objet et allotissement de l'accord-cadre	5
1.1. Objet	5
1.2. Allotissement	5
Article 2 - Parties contractantes	5
2.1. Parties contractantes de l'accord-cadre	5
2.2. Parties contractantes des marchés subséquents et/ou des bons de commande	12
Article 3 - Cadre juridique	13
3.1. Cadre juridique de l'accord-cadre	13
3.2. Fonctionnement du dispositif juridique	13
Article 4 - Pièces contractuelles de l'accord cadre	13
4.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre	13
4.2. Pièces constitutives des marchés subséquents	14
Article 5 - Durée	14
5.1. Durée de l'accord-cadre	14
5.2. Durée des marchés subséquents	14
5.3. Durée des bons de commande	15
Article 6 - Modalités d'exécution des prestations	15
6.1. Comité de pilotage	15
6.2. Passation des bons de commande par les organismes	15
6.3. État annuel de sinistralité	16
6.4. Mise à disposition d'un site extranet	16
6.5. Conseil	16
6.6. Déclaration et gestion des sinistres	17
6.7. Réunion de cadrage	17
Article 7 - Modalités de détermination et de variation des prix	17
7.1. Détermination des prix	17
7.2. Contenu des prix	18
Article 8 - Modalités de facturation et de règlement	18
8.1. Modalités de facturation	18
8.2. Règlement	18
8.3. Avance	19
Article 9 - Notes de couverture	19
Article 10 - Règlement des litiges	19
Article 11 - Cession et nantissement	20

Article 12 - Pénalités	20
12.1. Données fournisseurs	20
12.2. Pénalités pour travail dissimulé	21
12.3. Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles	21
12.4. Pénalités sur le non-respect des exigences de sécurité des systèmes d'information	21
12.5. Non-transmission des documents demandés dans le cadre de la considération sociale	21
Article 13 - Lutte contre le travail dissimulé	21
Article 14 - Responsabilité en cas de dommages	22
Article 15 - Situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance	22
Article 16 - Prestations similaires	23
Article 17 - Changement dans la situation du titulaire	23
17.1. Dispositions générales	23
17.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique	23
17.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique	23
Article 18 - Résiliation	24
18.1. Résiliation de l'accord-cadre	24
18.1.1 Résiliation par le pouvoir adjudicateur ou le Titulaire	24
18.1.2 Résiliation par le Titulaire	24
18.1.3 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur	24
18.1.4 Résiliation de plein droit	24
18.2. Résiliation des marchés subséquents	25
18.2.1 Résiliation par le pouvoir adjudicateur ou le titulaire	25
18.2.2 Résiliation par le titulaire	25
18.2.3 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur	25
18.2.4 Résiliation de plein droit	25
Article 19 - Règles générales de Protection des Données	26
19.1. Description du Traitement	26
19.2. Qualification des Parties	26
19.3. Obligations des Parties	26
19.4. Violation de Données	27
19.5. Exercice des droits des Personnes Concernées	27
19.6. Sécurité des Données personnelles	28
19.7. Transfert hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen	28
19.8. Sort des données	28
Article 20 - Confidentialité	28

Article 21 - Droit et langue	28
Article 22 - Modifications non substantielles au marché	29
Article 23 - Clause de réexamen.....	29
Article 24 - Acceptation du risque.....	30
Article 25 - Statistiques et suivi de l'accord-cadre	30
Article 26 - Considérations environnementales et sociales	31
26.1. Considérations environnementales	31
26.2. Considérations sociales	31

Article 1 - Objet et allotissement de l'accord-cadre

1.1. Objet

L'accord cadre a pour objet la souscription d'une assurance Individuelle Accident Risque Agression pour les organismes de Sécurité sociale.

En tant que centrale d'achat, l'Ucanss conclut cet accord-cadre pour le compte de l'ensemble des organismes de la Sécurité sociale listés à l'article 2 du CCAP.

Le présent accord-cadre est un marché national interbranches et inter-régimes de la Sécurité sociale. Il concerne l'ensemble des organismes en France Métropolitaine Y compris la Corse et les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM) à l'exception de celle de Mayotte.

1.2. Allotissement

En application de l'article L 2113-11 2° du Code de la commande publique, les prestations, objet de l'accord-cadre, ne sont pas alloties car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence et risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les considérations motivant cette décision sont les suivantes :

- Le marché porte sur une prestation unique : une assurance individuelle accident couvrant le risque d'agression. Il n'existe pas de subdivision technique cohérente permettant un allotissement pertinent : les garanties attendues sont homogènes pour l'ensemble des bénéficiaires.
- L'absence d'allotissement permet une gestion contractuelle simplifiée, une couverture uniforme et une meilleure mutualisation des risques et des coûts.
- Les bénéficiaires du marché sont répartis sur l'ensemble du territoire national, sans découpage géographique homogène ou stable. Un allotissement géographique rendrait la gestion du marché plus complexe (multiplicité de contrats, d'interlocuteurs, suivi disparate des sinistres).

Les caractéristiques techniques des prestations à réaliser sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Article 2 - Parties contractantes

2.1. Parties contractantes de l'accord-cadre

Le pouvoir adjudicateur :

Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)

Représentée par sa Directrice, Isabelle Bertin, ou par son représentant (Directeur délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET ou la personne habilitée à le représenter).

6 rue Elsa Triolet
93 100 MONTREUIL

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

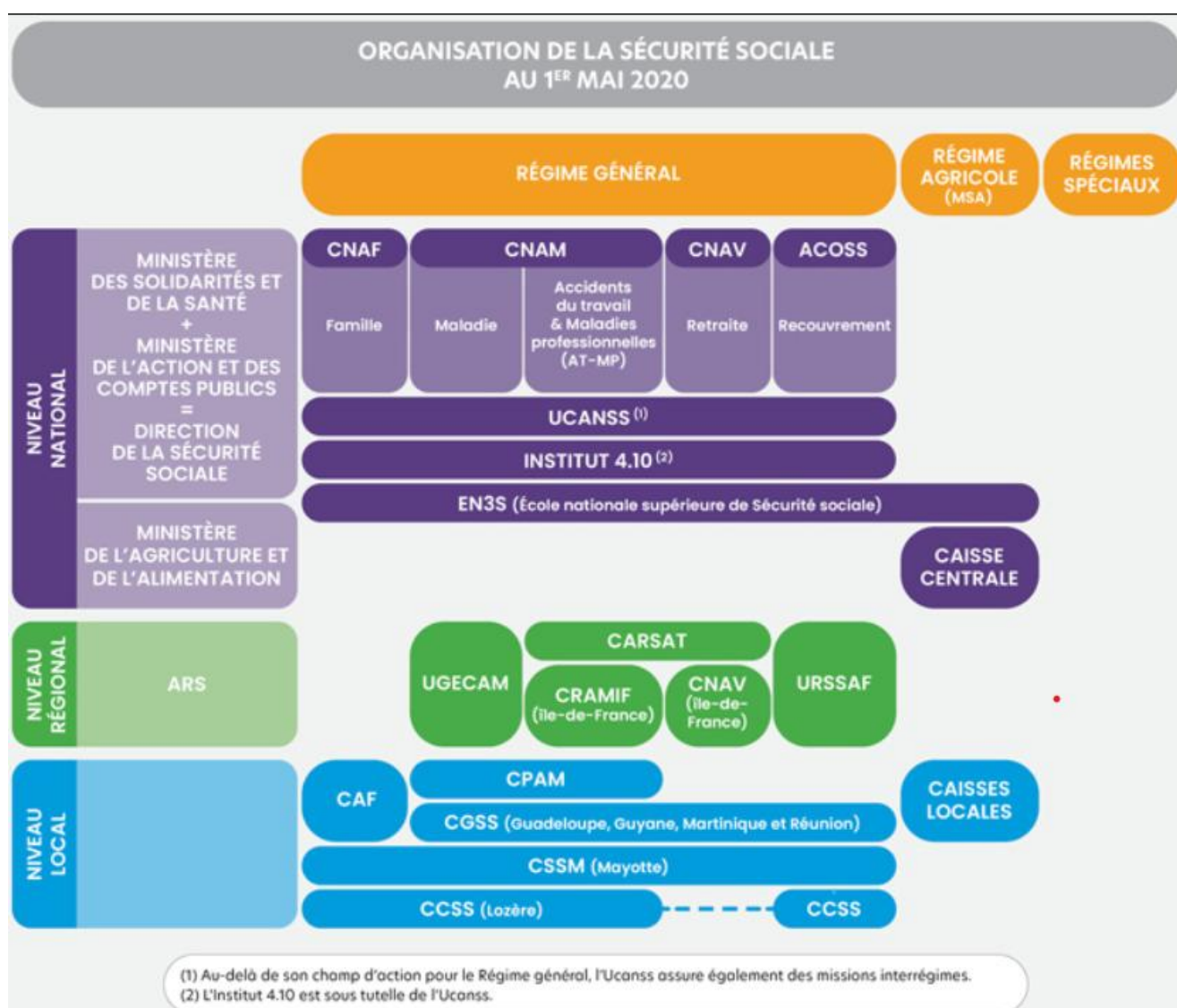
Parties contractantes :

Les parties contractantes de l'accord cadre sont :

- D'une part : l'UCANSS, signataire de l'accord-cadre, en charge du pilotage de l'accord-cadre pour le compte des organismes bénéficiaires ;
- D'autre part : l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent C.C.A.P par l'expression « le titulaire ».

Périmètre de l'accord-cadre :

En tant que centrale d'achat en vertu de l'article L. 224-5 et L 224-12 du Code de la Sécurité sociale, l'UCANSS conclut cet accord-cadre pour le compte des organismes de la Sécurité sociale désignés ci-dessous :



1. L'UCANSS

L'UCANSS est un organisme de droit privé chargé d'une mission de service public ; son siège social est implanté, pour la majeure partie de ses activités, au 6 rue Elsa TRIOLET, 93100 MONTREUIL.

Dans cet accord-cadre, la fonction de l'UCANSS est d'assister les organismes nationaux dans l'élaboration des pièces juridiques et techniques, le lancement de la consultation, l'analyse des candidatures et des offres, l'attribution et la notification de l'accord-cadre et le suivi de l'avancement de l'opération jusqu'à la réception complète de l'ensemble des documents.

Ses missions sur le plan national sont essentiellement :

- De traiter les questions se rapportant aux conditions de travail, de rémunération et d'emploi du personnel des Organismes de Sécurité sociale ;
- D'instruire sur le plan technique les dossiers concernant les opérations immobilières des organismes ;
- D'organiser et de coordonner la formation professionnelle et le perfectionnement du personnel des Organismes de Sécurité sociale ;
- D'assurer la fonction de centrale d'achat pour les organismes de la Sécurité sociale en application de l'article L. 224-5 du code de la sécurité sociale, des articles L. 2113-2 à L. 2113.5 du Code de la commande publique et de l'article 20 de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

Des informations complémentaires sont accessibles sur le portail de l'UCANSS : <http://www.ucanss.fr>

2. L'EN3S

L'EN3S est un établissement public administratif national placé sous la tutelle administrative du ministère de la Santé et de la prévention.

Il assure deux missions principales :

- 1/Contribuer à un haut niveau de professionnalisme de gestion des organismes composant le service public de Protection sociale en recrutant et en formant ses dirigeants,
- 2/Promouvoir la Protection sociale, son organisation et ses métiers, en France et à l'international.

Plus d'informations : <https://en3s.fr>

3. L'institut 4.10

L'Institut 4.10 prépare les collaborateurs de la Sécurité sociale à l'exercice de leur métier et les accompagne dans le développement de leurs compétences. L'institut dispose de 15 sites en France.

Des informations complémentaires sont accessibles sur le site <http://institutquatredix.fr/>

4. La Branche Maladie

L'Assurance Maladie du Régime général de Sécurité sociale est le principal assureur obligatoire de la santé des Français ; couvrant 4 personnes sur 5 contre les risques maladie, maternité, invalidité, accidents du travail, maladies professionnelles et décès.

Pour répondre, dans les contraintes fixées, aux attentes dont elle fait l'objet dans le cadre de ces missions et objectifs, selon les moyens fixés, l'Assurance Maladie s'est organisée en un réseau structuré autour de 3 dimensions géographiques décrites dans la colonne suivante.

L'échelon national comprend :

1/ La Caisse Nationale d'Assurance Maladie en tant qu'Etablissement Public (CNAM) « autonome », tête du réseau de la Branche Maladie chargée de définir les politiques de gestion du risque et de piloter le réseau d'organismes chargés de les mettre en œuvre ;

2/ Huit centres informatiques rattachés à la CNAM disposant de missions spécifiques sur le Système d'information national : certains sont spécialisés en Centres de services métiers, d'autres en Centres de services techniques.

L'échelon régional comprend :

1/ 17 Directions Régionales du Service Médical (DRSM), chargées d'accompagner et de contrôler les assurés et professionnels de santé ;

2/ La CRAMIF ayant des missions relevant de la branche Maladie ;

3/ 13 Unions pour la Gestion des Établissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) assurant, dans leur ressort territorial, l'orientation et la gestion des établissements sanitaires et médico-sociaux de l'Assurance Maladie du régime général. Les 13 UGEAM en région gèrent 225 établissements (90 dans le secteur sanitaire, 135 dans le secteur médicosocial) présents sur un peu plus de 140 sites.

Les entités locales sont représentées au travers de :

101 Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) et 1 Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS – regroupant toutes les branches de la Sécurité Sociale pour le département de la Lozère.

2 Unions de Caisses : l'UC CMP et l'UC IRSA, organismes du régime général sur le champ de la prévention avec pour mission principale l'offre d'examen de prévention en santé.

4 Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS) regroupant les services de l'Assurance Maladie, de l'Assurance Retraite, de l'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) et du régime Agricole (MSA) dans les départements d'Outre-Mer.

Une Caisse équivalente (assurant les prestations de toutes les autres branches de la sécurité sociale, allocations familiales, régime agricole et des indépendants...) existe pour Mayotte.

Des informations complémentaires sont accessibles sur le portail de l'Assurance maladie : <http://www.ameli.fr>

5. La Branche retraite

Le champ d'application de la prestation porte sur les personnels de la branche retraite Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) et son réseau constitué de 15 Carsat.

La Branche Retraite du régime général de la Sécurité sociale gère la retraite de base des salariés du commerce, de l'industrie, des services et des travailleurs indépendants.

L'Assurance Retraite développe une politique d'action sociale axée sur la prévention de la perte d'autonomie et l'accompagnement des personnes socialement fragilisées.

Elle est composée de :

- La Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) qui est un établissement public administratif sous la tutelle de l'Etat ;
- 15 CARSAT, organismes régionaux (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail) en métropole.

Plus d'informations : <http://www.lassuranceretraite.fr>

6. La Branche Famille

Les prestations familiales composent la "branche Famille" de la Sécurité sociale, à travers le réseau constitué par la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) et l'ensemble des caisses d'Allocations familiales (Caf) et autres Organismes communs.

Les 101 Caisses d'Allocations Familiales sont des Organismes de droit privé chargés d'une mission de service public.

Les 9 sites informatiques intégrés dans une direction générale déléguée aux SI assurent la fourniture et la maintenance. Ces 9 sites sont répartis sur tout l'hexagone (Lyon, Metz, Dijon, Caen, Rennes, Sophia-Antipolis, Le Mans, Montreuil, Noisy le Grand).

Des informations complémentaires sont accessibles sur le site de la Cnaf : <http://www.caf.fr> et sur le site des allocations familiales.

7. La Branche Recouvrement

L'Urssaf Caisse nationale est la caisse nationale de la branche du Recouvrement. Établissement public à caractère administratif sous tutelle de l'Etat, l'Urssaf Caisse nationale oriente et anime les politiques de recouvrement et de contrôle, gère la trésorerie du Régime Général, conçoit les services de simplification offerts aux usagers, organise et alloue les moyens des Organismes du recouvrement, produit des statistiques socio-économiques à destination de ses partenaires et des pouvoirs publics.

Le réseau du recouvrement social regroupe depuis le 1er janvier 2014, 22 Urssaf régionales sur le territoire métropolitain et 4 CGSS dans les départements d'Outre-mer. Il s'agit d'Organismes de droit privé qui assurent le service public du recouvrement, c'est-à-dire qu'ils procèdent à la collecte des cotisations et contributions sociales auprès des employeurs et cotisants de leurs circonscriptions.

Les Centres Régionaux de Traitement Informatiques de la branche recouvrement (CERTI) qui sont des centres de production autonomes juridiquement sont au nombre de 8 (CERTI de Caen (Unica), Lille, Lyon (Cirtil), Marseille (Cipam), Nancy, Nantes (Cirti) et Toulouse (Cirso) et la DSI de l'URSSAF de Paris (DSIP) et d'Ile de France.

Ils sont chargés notamment du développement des applications nationales de la branche recouvrement, d'apporter une assistance aux utilisateurs de l'inter-région Urssaf via les Centres de Service Inter-Régionaux (CSIR), de l'hébergement de la Production et de l'Editique pour les 3 Centres Nationaux de Production (CNP) de Lyon, Toulouse et Paris, de garantir l'infrastructure et l'architecture technique via les Centres d'Expertise Nationaux (CET).

Des informations complémentaires sont accessibles sur le portail du recouvrement : <http://www.urssaf.fr>

8. La Branche autonomie (CNSA)

La Caisse Nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) est un établissement public national à caractère administratif, créé par la loi du 30 juin 2004, jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui, depuis le 1er janvier 2021, est gestionnaire de la 5e branche de la Sécurité sociale, la branche Autonomie.

Les nouvelles missions de la CNSA sont définies dans l'article 32 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2021 :

- Veiller à l'équilibre financier de cette branche. À ce titre, elle établit les comptes de celle-ci et effectue le règlement et la comptabilisation de toute opération relevant de cette branche. Elle est chargée de la gestion du risque ;
- Piloter et d'assurer l'animation et la coordination, dans le champ des politiques de soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, des acteurs participant à leur mise en œuvre en vue de garantir l'équité, notamment territoriale, la qualité et l'efficacité de l'accompagnement des publics concernés ;
- Contribuer, en assurant une répartition équitable sur le territoire national, au financement et au pilotage :
 - o d'une politique de prévention de la perte d'autonomie et de lutte contre l'isolement ;
 - o des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
 - o des prestations individuelles d'aide à l'autonomie et des dispositifs mis en place aux niveaux national ou local en faveur de l'autonomie et des proches aidants ;
 - o et de contribuer au financement de l'investissement dans le champ du soutien à l'autonomie.
- Contribuer à l'information des personnes âgées, des personnes handicapées et de leurs proches aidants, notamment en créant des services numériques et en favorisant la mise en place de guichets uniques au niveau départemental permettant de faciliter leurs démarches administratives et le suivi personnalisé de leurs parcours ;
- Contribuer à la recherche et à l'innovation dans le champ du soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

- Contribuer à la réflexion prospective sur les politiques de l'autonomie, leurs possibles adaptations territoriales et de proposer toute mesure visant à améliorer la couverture du risque, en prenant notamment en considération les inégalités liées au sexe afin d'élaborer des mesures correctives ;
- Contribuer à l'attractivité des métiers participant à l'accompagnement et au soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, notamment au travers de ses actions en faveur de la formation et de la professionnalisation des professionnels.

Des informations complémentaires sont accessibles sur le portail : <https://www.cnsa.fr>

9. La Mutualité sociale agricole (MSA)

La MSA assure la couverture sociale de l'ensemble de la population agricole et des ayants droit : exploitants, salariés (d'exploitations, d'entreprises, de coopératives et d'organismes professionnels agricoles), employeurs de main-d'œuvre, à travers un réseau formé par :

- Une Caisse centrale de la MSA (CCMSA), un organisme de droit privé chargé d'une mission de service public ;
- 35 caisses pluri-départementales ou régionales réparties sur le territoire métropolitain.

Des informations complémentaires sont accessibles sur le portail <http://www.msa.fr/>

10. La Branche Filieris (CANSSM)

FILIERIS est un groupe de santé géré par la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM).

Le Régime Minier est un régime spécial de sécurité sociale créé par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Suite au transfert de la branche assurance-maladie à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et de la branche retraite des mineurs à la Caisse des Dépôts et Consignations, il assure une prise en charge globale des prestations de santé désormais accessible à tous sous la marque Filieris.

FILIERIS est placé sous la tutelle du ministère des Solidarités et de la Santé et du ministère de l'Action et des comptes publics. Il est présidé par Philippe GEORGES, dirigé par Gilles DE LACAUSSADE et administré par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants, les affiliés, l'État, la CNAM et des personnalités qualifiées.

FILIERIS est constitué d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois Directions régionales (également appelés Délégations Territoriales) sont situées en région, à savoir : à Lens pour le NORD, à Metz pour l'EST, à Alès pour le SUD.

Depuis la fermeture des mines, FILIERIS a vu la population de ses affiliés diminuer. C'est la raison pour laquelle il a ouvert son offre de soins en 2005 à l'ensemble de la population – à l'exception des pharmacies – et qu'il participe au financement et à la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

FILIERIS met également en œuvre des actions de santé publique, notamment par la prévention et la promotion de la santé pour ses affiliés et a développé une offre de soins comprenant plus de 220 œuvres, notamment :

- 138 centres de santé (généralistes, spécialistes, infirmiers, kinésithérapeutes), des dispensaires ;
- 27 pharmacies, des laboratoires d'analyses médicales ;
- 3 magasins d'optique ;
- 24 établissements sanitaires et médico-sociaux dont 3 unités de soins longue durée et 6 EHPAD ;
- 16 services de soins infirmiers à domicile ;
- 2 services d'aide à la personne ou services polyvalents et de soins à domicile.

L'ensemble des professionnels de santé des centres de santé sont des salariés de la CANSSM.

11. Autres régimes

CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes

CAVAMAC : Caisse d'Allocation Vieillesse des Agents Généraux et des Mandataires non-salariés d'Assurance et de Capitalisation

CAVIMAC : Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes

CAVP (PHARMACIENS) : Caisse d'Assurance Vieillesse des Pharmaciens

CIPAV : La Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse des professions libérales

CNBF (BARREAUX FRANCAIS) : Caisse Nationale des Barreaux Français

CAMIEG : Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières

CNAVPL : Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Professions Libérales

CNIEG : Caisse Nationale des Industries Electriques et Gazières

CNMSS : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale

CPRPSNCF : Caisse de Prévoyance et de Retraite du personnel de la SNCF

CRPCEN : Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires

CRPRATP : Caisse de Retraites du Personnel de la Régie autonome des transports parisiens

2.2. Parties contractantes des marchés subséquents et/ou des bons de commande

Les signataires seront d'une part, les organismes locaux ou les organismes gestionnaires du contrat d'assurance pour leur réseau, et d'autre part le titulaire.

Les organismes bénéficiaires sont définis à l'article 2 du CCAP.

Dans le cadre de l'exécution des accords-cadres, le directeur comptable et financier est celui de chaque organisme signataire des marchés subséquents et/ou des bons de commande.

Article 3 - Cadre juridique

3.1. Cadre juridique de l'accord-cadre

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

La forme retenue est l'accord-cadre mono-attributaire au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre pourra être décliné soit par le biais de marchés subséquents sans remise en concurrence, soit directement par l'émission de bons de commande.

En application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 et suivants du Code de la Commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale, l'UCANSS, centrale d'achats au sens du code susvisé conclut cet accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum global fixé à 2 650 000 euros HT sur sa durée totale (soit 4 ans reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

A titre indicatif, le montant estimatif global de l'accord-cadre est de 1 758 700 euros HT sur sa durée totale (soit 4 ans reconductions comprises).

Les organismes bénéficiaires émettent des bons de commande auprès du Titulaire de l'accord-cadre au fur et à mesure de leurs besoins et selon les modalités d'émission des bons de commande définies.

3.2. Fonctionnement du dispositif juridique

L'accord-cadre mono-attributaire consiste :

- Dans une première phase, à sélectionner un titulaire pour la souscription à une assurance Individuelle Accident Risque Agression des organismes de Sécurité sociale. Cette phase est effectuée par l'UCANSS ;
- Dans une deuxième phase, soit en la notification de marchés subséquents auprès du Titulaire qui donneront lieu à l'émission de bons de commande, soit par l'émission de bons de commande directement, selon le choix opéré par l'organisme bénéficiaire.

Remarque : les compléments aux caractéristiques de l'offre apportés dans les marchés subséquents ne pourront avoir pour effet de modifier substantiellement les termes initialement prévus dans l'accord-cadre.

Article 4 - Pièces contractuelles de l'accord cadre

4.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre

L'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'ATTRI1 (acte d'engagement) (ATTRI1) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - Annexe 2 : Cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes (le cas échéant) comprenant entre autres les conventions spéciales et les conditions générales, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Recensement des données facturées par les fournisseurs ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - Annexe 1 : Adhésions facultatives ou confirmées et mode de paiement
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- Un modèle de marché subséquent, pour les organismes ayant fait le choix de passer un marché subséquent, avant l'émission de leurs bons de commande.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

4.2. Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces contractuelles applicables aux marchés subséquents sont les suivantes :

- Les pièces constitutives de l'accord-cadre citées dans l'article 4.1 du présent C.C.A.P. ;
- L'Acte d'Engagement du marché subséquent et ses éventuelles annexes ;
- Toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade du marché subséquent ;
- Les bons de commande.

Article 5 - Durée

5.1. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prendra effet au 1^{er} janvier 2026.

Il est conclu pour une durée de 4 ans avec possibilité de résiliation chaque année à l'échéance principale du 1^{er} janvier.

L'accord-cadre se terminera le 31 décembre 2029.

En cas de résiliation par l'une des parties, quelle qu'en soit la cause, un préavis de 6 mois devra être respecté.

5.2. Durée des marchés subséquents

Après la notification par l'UCANSS de l'accord-cadre au titulaire, des marchés subséquents pourront être conclus entre les organismes bénéficiaires ou gestionnaires du contrat d'assurance pour leur réseau et le titulaire.

Les marchés subséquents prendront effet au jour de leur notification au titulaire.

La durée d'exécution des marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre sera déterminée par l'organisme bénéficiaire. La durée des marchés subséquents court à compter de leur date de notification jusqu'à l'échéance de l'accord-cadre (soit au 31 décembre 2029).

L'expiration de l'accord-cadre entraîne l'impossibilité de passer tout nouveau marché subséquent. Les marchés subséquents passés avant l'expiration de l'accord-cadre continuent leurs effets, malgré l'expiration de l'accord-cadre, jusqu'au terme des garanties dont ils font l'objet.

5.3. Durée des bons de commande

Les bons de commande pourront être émis directement par les organismes bénéficiaires ou après signature d'un marché subséquent, selon le choix opéré par l'organisme bénéficiaire.

Cette garantie pourra être commandée annuellement par les organismes dans le cadre de leur marché subséquent ou de leur bon de commande.

Il s'agit de bons de commande annuels, reconductibles tacitement jusqu'à l'échéance des marchés subséquents ou de l'accord-cadre.

Article 6 - Modalités d'exécution des prestations

6.1. Comité de pilotage

Selon le cas, les interlocuteurs principaux des courtiers et assureurs pour le suivi global des contrats d'assurance sont :

- Lorsqu'un réseau d'organismes est adhérent, les coordonnateurs achats et assurances de ce réseau ;
- Lorsqu'un organisme adhère seul, les interlocuteurs désignés par cet organisme.

Notamment en ce qui concerne :

- La réception et la validation des factures ;
- La validation et la transmission des assiettes de calcul de la prime d'assurance (effectifs) ;
- Les demandes d'évolutions du périmètre des garanties ;
- Le suivi des résultats globaux du contrat.

L'accord-cadre donnera lieu à la tenue d'un comité de pilotage réunissant l'ensemble des coordonnateurs de chaque réseau 1 à 2 fois par an.

Ce comité permet de faire un bilan de l'accord-cadre et d'évoquer les éventuels dysfonctionnements constatés afin de définir conjointement les plans d'actions idoines.

6.2. Passation des bons de commande par les organismes

Les organismes pourront émettre des bons de commande dans les conditions fixées par l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents.

Les bons de commande seront annuels, reconductibles tacitement jusqu'à l'échéance des marchés subséquents et/ou de l'accord-cadre en fonction du choix opéré par l'organisme bénéficiaire.

6.3. État annuel de sinistralité

Le titulaire adresse à chaque Pouvoir Adjudicateur souscripteur (du marché subséquent ou bon de commande) pour ce qui le concerne, au début de chaque année civil et à chaque fois que le Pouvoir Adjudicateur souscripteur en fera la demande, un état de sinistralité avec le détail de chaque sinistre en apportant les informations mentionnées ci-dessous :

- Référence sinistre Courtier
- Référence sinistre Assureur
- Nom de la Branche
- N° de contrat
- Type de sinistre
- Date du sinistre
- Date de déclaration du sinistre
- Adresse du sinistre
- Circonstances détaillées de l'événement
- Paiements
- Provisions restantes
- Coût global
- Etat du dossier
- Date de clôture.

6.4. Mise à disposition d'un site extranet

Le titulaire met à disposition de chaque Pouvoir Adjudicateur souscripteur, un site extranet. Ce site extranet permet la saisie des sinistres (déclaration et complément à déclaration) et donne accès aux dossiers sinistres en cours. Le Titulaire présente dans son mémoire technique les modalités d'accès et d'utilisation, ainsi que les différentes fonctionnalités.

A la résiliation ou au terme des marchés/de l'accord-cadre, le titulaire correspondant s'engage à restituer l'ensemble des éléments enregistrés par chaque Pouvoir Adjudicateur souscripteur sur la plateforme extranet (relevés des sinistres, ...) sous forme de CD-ROM ou par téléchargement internet.

6.5. Conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation à l'égard de chaque Pouvoir Adjudicateur souscripteur.

Le titulaire s'engage à informer chaque Pouvoir Adjudicateur souscripteur sans délai de toute nouveauté et ou de la disponibilité de tous produits, plus adaptés à ses besoins, qui surviendrait en cours d'exécution des marchés/de l'accord-cadre.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement, ils donnent lieu obligatoirement à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

6.6. Déclaration et gestion des sinistres

Les sinistres sont déclarés par l'organisme local. Il y a donc pluralité de gestionnaires de sinistres.

Le suivi des sinistres, les relations avec le courtier, l'assureur, sont gérés par chaque organisme en local.

De même, les indemnités d'assurances sont réglées par chèque ou virement sur le compte de chaque organisme qui dispose de sa propre comptabilité.

Il est à noter que les branches Retraite et Maladie ont mis en place un centre de services partagés Assurances (CSP) pour la gestion de leurs contrats d'assurances et de leurs sinistres.

Le CSP assurances est l'interlocuteur unique pour le compte des branches Retraite et Maladie.

Le CSP Assurances, composé de 6 personnes, a pour mission de :

- Être l'interlocuteur unique du courtier /assureur en lieu et place des 156 organismes
- Filtrer les déclarations des organismes (non garantis, sous franchise ...)
- Déclarer les sinistres directement auprès des courtiers/assureurs
- Suivre les sinistres
- Gérer directement les recours sous franchise
- Apporter les réponses sur la vie des contrats

Les résultats obtenus sont :

- Réduction de 40% du nombre de dossiers déclarés à l'assureur,
- Sinistralité limitée
- Maîtrise du stock des sinistres en cours

6.7. Réunion de cadrage

L'UCANSS est en charge de l'animation, la coordination, et du pilotage de l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande de l'accord-cadre.

Une première réunion de cadrage sera organisée à l'issue de la notification de l'accord-cadre aux fins d'organiser les prestations (procédures de déclaration, de règlement, ...).

Article 7 - Modalités de détermination et de variation des prix

7.1. Détermination des prix

Les prix de règlement des prestations ou primes, objet de l'accord-cadre, sont établis dans le Bordereau des prix.

Les prix sont forfaitaires et unitaires.

Dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire ne peut, en aucun cas, proposer un taux de prime supérieur à celui sur lequel il s'est engagé dans le cadre de l'accord-cadre.

Le titulaire devra arrondir les montants à 3 chiffres après la virgule.

7.2. Contenu des prix

Sont mentionnés à l'acte d'engagement :

- Le prix par ETP hors taxes et toutes taxes comprises ;
- L'assiette de prime ;
- La prime nette de taxes et la prime toutes taxes incluses.

Valables à la date de prise d'effet des garanties permettant le calcul de la prime.

Par application de l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique, la révision des primes pendant la durée du marché est assise sur la variation de l'assiette de prime seulement.

Des bons de commande annuels pourront être émis par les organismes dont le montant de chaque commande est déterminé par application du montant correspondant à un ETP.

- Paiement de la prime forfaitaire après émission du bon de commande dans le cadre du marché subséquent conclu par les organismes ;
- Pour les années suivantes la prime forfaitaire révisée.

Article 8 - Modalités de facturation et de règlement

8.1. Modalités de facturation

Le titulaire adresse sa facture à chaque organisme signataire du marché subséquent ou du bon de commande, au Service mentionné dans le marché subséquent ou le bon de commande par tout moyen permettant de donner une date certaine à leur réception.

Les factures sont adressées sur Chorus pro.

Les factures doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale avec l'adresse du titulaire ;
- Les coordonnées bancaires du titulaire ;
- La référence de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent ou du bon de commande ;
- La nature de la prestation commandée ;
- Les dates d'exécution de la prestation ;
- La date de la facture ;
- Le Service destinataire de la facture au sein de l'organisme bénéficiaire.
- La prime d'assurance HT et TTC
- Le montant des honoraires de gestion

Une vérification de chaque facture sera effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations.

8.2. Règlement

Les modalités de règlement sont les suivantes :

Les paiements correspondants aux prestations commandées seront effectués par les organismes émetteurs des bons de commande, sur présentation des factures, après vérification et validation des prestations réalisées par les organismes.

Le paiement des factures intervient selon les règles de la commande publique.
Le mode de règlement est le virement bancaire au compte du titulaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'organisme signataire du marché subséquent ou du bon de commande, sous réserve de la conformité de la facture au marché concerné.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 % (huit pour cent).

8.3. Avance

Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L. 113-3 du Code des assurances n'est pas considéré comme étant une avance (indivisibilité de la prime et paiement d'avance).

Article 9 - Notes de couverture

Avant le 12 décembre 2025, le titulaire remet à chaque pouvoir adjudicateur souscripteur une note de couverture, sur le modèle établi par le Pouvoir Adjudicateur, faisant référence aux garanties prévues aux marchés/accord-cadre et justifiant de la coassurance à 100 %.

Article 10 - Règlement des litiges

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de la procédure civile.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution d'un bon de commande est le tribunal de Grande Instance, pour les organismes de droit privé, situé dans le ressort du siège de chaque organisme émetteur du bon de commande.

Pour les organismes de droit public, le tribunal compétent est le tribunal administratif situé dans le ressort du siège de l'organisme.

Article 11 - Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le périmètre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur comptable et financier de l'organisme ou de son représentant habilité.

Article 12 - Pénalités

La voie amiable est systématiquement recherchée. Cependant, tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent accord-cadre peut donner lieu à application des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Chaque organisme bénéficiaire applique les pénalités pour les prestations qui le concernent.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le décompte des pénalités est notifié par l'organisme bénéficiaire au titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme bénéficiaire dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités suivantes pourront être appliquées au titulaire de l'accord-cadre.

12.1. Données fournisseurs

Lorsque le délai de transmission des données mentionnées en article 25, est dépassé du fait du Titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard.

12.2. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

12.3. Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En cas de non-respect des obligations découlant de la réglementation en matière de protection des données personnelles, une pénalité forfaitaire de 5 000 € est appliquée et la CNIL notifiée.

12.4. Pénalités sur le non-respect des exigences de sécurité des systèmes d'information

En cas de non-respect des obligations découlant de l'article concernant l'obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données, une pénalité forfaitaire de 5 000 € est appliquée.

12.5. Non-transmission des documents demandés dans le cadre de la considération sociale

L'UCANSS se réserve le droit de demander tout document susceptible de confirmer la bonne exécution des engagements pris au titre de l'article 26.2.

En cas d'absence de communication de ces documents, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard à compter de la date constaté et notifié par le pouvoir adjudicateur.

Article 13 - Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché subséquent ou du bon de commande, issu de l'accord-cadre du lot concerné, lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

L'UCANSS informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 14 - Responsabilité en cas de dommages

Dans le cadre de l'exécution de chacun des lots, les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens des organismes bénéficiaires par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Il garantit les organismes bénéficiaires contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution de l'accord-cadre ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par les organismes bénéficiaires du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge des organismes bénéficiaires.

Article 15 - Situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance

En vertu des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au titulaire de chacun des lots, de remettre au pouvoir adjudicateur tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- Le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si l'UCANSS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.
- La pièce mentionnée aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.
- Une attestation ORIAS en cours de validité pour les intermédiaires d'assurance ;

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Article 16 - Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

Article 17 - Changement dans la situation du titulaire

17.1. Dispositions générales

Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- ✓ Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ✓ A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ✓ A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- ✓ A son adresse ou à son siège social ;
- ✓ A son relevé d'identité bancaire ;
- ✓ Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution des marchés subséquents ou du bon de commande.

Les organismes bénéficiaires s'engagent aussi dans ce sens.

17.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie du journal d'annonces légales.

17.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, ...) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

L'UCANSS, en tant que pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande.

Article 18 - Résiliation

18.1. Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas prévus ci-après et dans les conditions fixées par la Législation en vigueur :

18.1.1 Résiliation par le pouvoir adjudicateur ou le Titulaire

Le pouvoir adjudicateur souscripteur tout comme le titulaire peut résilier l'accord-cadre à chaque échéance annuelle moyennant le respect d'un préavis de 6 mois.

La décision de résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception. Le délai court à partir de la date figurant sur le cachet de la Poste.

18.1.2 Résiliation par le Titulaire

L'accord-cadre peut être résilié par le titulaire :

- En cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances) ;
- En cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances) ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances).

18.1.3 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur

L'accord-cadre peut être résilié par le pouvoir adjudicateur souscripteur :

- En cas de diminution du risque si le titulaire ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L113-4 du Code des assurances) ;
- En cas de dissolution de l'organisme ;
- En cas de non-transmission par le titulaire des documents prévus par l'article 12 du présent CCAP ;
- En application des articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

18.1.4 Résiliation de plein droit

L'accord-cadre peut être résilié de plein droit :

- En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (article L. 121-9 du Code des assurances) ;
- En cas de retrait de l'agrément d'un des Titulaires (article L. 326-12 du Code des assurances) ;
- En cas de réquisition de propriété de la chose assurée (article L. 160-6 du Code des assurances).

Le titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

18.2. Résiliation des marchés subséquents

Le marché subséquent peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas prévus ci-après et dans les conditions fixées par la Législation en vigueur :

18.2.1 Résiliation par le pouvoir adjudicateur ou le titulaire

Le pouvoir adjudicateur souscripteur tout comme le titulaire peut résilier le marché subséquent à chaque échéance annuelle moyennant le respect d'un préavis de 6 mois.

S'agissant des bons de commande, ces derniers pourront être résiliés à chaque échéance principale moyennant le respect d'un préavis de 6 mois.

La décision de résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception. Le délai court à partir de la date figurant sur le cachet de la Poste.

18.2.2 Résiliation par le titulaire

Le marché subséquent peut être résilié par le titulaire :

- En cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances) ;
- En cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances) ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances).

18.2.3 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur

Le marché subséquent peut être résilié par le pouvoir adjudicateur souscripteur :

- En cas de diminution du risque si le titulaire ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances) ;
- En cas de dissolution de l'organisme ;
- En cas de non-transmission par le titulaire des documents exigés au sein des marchés subséquents ;
- En application des articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

18.2.4 Résiliation de plein droit

Le marché subséquent peut être résilié de plein droit :

- En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (article L. 121-9 du Code des assurances) ;

- En cas de retrait de l'agrément d'un des Titulaires (article L. 326-12 du Code des assurances) ;
- En cas de réquisition de propriété de la chose assurée (article L. 160-6 du Code des assurances).

Le titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

Article 19 - Règles générales de Protection des Données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données », ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée ;

19.1. Description du Traitement

Le Traitement mis en œuvre a pour finalités la passation, la gestion et l'exécution des prestations envisagées dans le cadre du Programme Nationale d'assurance Risque Agression des Organismes de Sécurité sociale.

19.2. Qualification des Parties

Les Parties reconnaissent que, chaque Partie agit en qualité de Responsable de Traitement distinct, à l'exclusion de toute situation de responsabilité conjointe.

L'UCANSS et chaque Organisme, agissant en qualité d'employeur de son personnel, sont qualifiés de Responsable de Traitement des Données Personnelles dudit personnel, pour la mise à disposition des Données au titulaire.

Le titulaire agira en qualité de Responsable de Traitement des Données personnelles, à partir de leur réception et pour leur Traitement dans le cadre du marché.

Chaque Partie affectera à la réalisation des Missions et Traitements des équipes suffisantes et qualifiées. Ces équipes devront être formées à la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

Les Traitements qu'une Partie réalise sont sous sa seule et entière responsabilité et sera donc individuellement et séparément responsable du respect de toutes les obligations qui s'appliquent en vertu de la Réglementation relative à la Protection des Données.

Toutefois, les Parties conviennent d'une coopération et d'une assistance mutuelle raisonnables lorsqu'une atteinte à la Réglementation relative à la protection des Données a été identifiée.

19.3. Obligations des Parties

La Partie divulgateur (= les organismes bénéficiaires) s'engage notamment à :

- Informer les personnes concernées des Traitements qu'elle réalise à partir de leurs Données ;

- être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les Données sont collectées directement auprès de la personne concernée) ;
- Recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- Permettre à la personne concernée d'exercer ses droits qu'elle détient en vertu de la Réglementation relative à la protection des Données (accès, effacement, portabilité...) ;

La Partie destinataire (= le titulaire du marché) s'engage notamment à :

- Informer les personnes concernées des Traitements qu'elle réalise à partir de leurs données conformément à l'article 14 du RGPD ;
- Mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer une sécurité adéquate compte-tenu de la nature du Traitement et des Données traitées ;
- tenir des registres exacts et complets de son Traitement des Données
- Nommer et communiquer les coordonnées du délégué à la protection des Données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD ;
- Veiller à ce que les Données qu'elle reçoit de la Partie divulgatrice soient traitées en conformité avec celles pour lesquelles la Partie divulgatrice a initialement recueilli lesdites Données.

19.4. Violation de Données

Les Parties étant responsables de Traitement indépendantes, chaque Partie ne saurait être responsable de la violation par l'autre Partie de ses obligations en termes de protection des Données personnelles et notamment au regard de l'utilisation qui en est faite.

Conformément à l'article 33 du RGPD, les Parties s'engagent à notifier à l'autorité de contrôle immédiatement et au plus tard 72 heures après en avoir pris connaissance toute violation de Données personnelles survenue sur des Données placées sous leur responsabilité.

De même, en application de l'article 34 du RGPD, elles informeront les personnes concernées si cette violation de Données personnelles est susceptible d'engendrer un risque élevé pour leurs droits et libertés.

Chaque Partie s'engage à informer l'autre Partie d'une violation de Données personnelles dès lors que cette violation concerne des Données qu'elle a transmise.

Lorsque la violation de Données personnelles a pour origine une erreur dans les Données transmises par la Partie divulgatrice et qu'aucune faille de sécurité n'a été détectée chez la Partie destinataire, la responsabilité est portée par la Partie divulgatrice. Dans ce cas, la Partie divulgatrice s'engage à réagir rapidement et à fournir dans les meilleurs délais des Données Personnelles exactes à la Partie destinataire.

19.5. Exercice des droits des Personnes Concernées

Chaque Partie s'engage individuellement à informer les personnes concernées par les dispositifs qu'elles gèrent, conformément aux articles 13 et 14 du RGPD et de tout autre Réglementation Traitement relative à la protection des Données.

Les Parties s'engagent à les traiter conformément aux délais prescrits par le RGPD pour les Traitements qu'elle a à sa charge.

Si l'une des Parties était destinataire d'une demande devant être traitée par l'autre Partie, celle-ci s'engage à la lui transmettre sans délai par le moyen le plus approprié pour lui permettre de respecter les délais impartis.

19.6. Sécurité des Données personnelles

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la protection des Données personnelles de l'autre Partie, contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés ainsi que contre toute autre forme de Traitement illicite.

Les Parties mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté aux risques, y compris entre autres, selon les besoins : i) le chiffrement des Données; ii) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de Traitement; iii) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique; iv) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement.

19.7. Transfert hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen

Les données traitées seront exclusivement hébergées dans l'Union européenne et ne feront pas l'objet de transferts hors du territoire de de l'Union européenne.

19.8. Sort des données

Les parties s'engagent à conserver les données pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités décrites à l'article 1 et pour lesquelles elles sont traitées.

Article 20 - Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, les documents, les études et les décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution et après l'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire et son personnel s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à un des tiers, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

L'UCANSS s'engage dans ce sens également.

Article 21 - Droit et langue

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toutes natures relatives au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

Article 22 - Modifications non substantielles au marché

Conformément à l'article L 2194-1 du Code de la commande publique, pourront être dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence, sans considération pour leur montant, les modifications du marché suivantes :

- Changement de dénomination sociale du titulaire ;
- Prolongation du délai d'exécution du marché ;
- Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle involontaire ;
- Élargissement des compétences obligatoires ou optionnelles ;
- Augmentation et/ou diminution de l'élément constituant l'assiette de cotisation.

Article 23 - Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

L'acheteur énonce les modalités de mise en œuvre de la présente clause :

- Le titulaire devra transmettre sa demande par lettre recommandée avec accusé-réception à destination de l'Ucanss et devra comporter l'ensemble des justificatifs apportant la preuve des surcoûts financiers liés à cette circonstance imprévisible ;
- La mise en œuvre de la clause est uniquement actionnée à l'égard des prix du marché ;
- A réception du courrier, l'acheteur disposera, à minima, de quinze (15) jours ouvrés pour communiquer avec le titulaire et étudier la demande ;

- Un avenant sera rédigé et proposé au titulaire pour accord avant présentation au représentant du pouvoir adjudicateur disposant du pouvoir de signature des actes de la commande publique ;
- L'avenant sera notifié au titulaire par E-LRAR via le profil acheteur <https://marches-publics.gouv.fr> , sous dix (10) jours suivant la signature de l'acte.

Article 24 - Acceptation du risque

Le titulaire est considéré comme ayant répondu avec un niveau de connaissance du risque qui lui a permis d'apprécier celui-ci et de formuler son offre.

Cette connaissance découle des documents de consultation ou des éléments complémentaires qu'il aura sollicités.

Le titulaire ne pourra donc pas se prévaloir dans le cadre de l'exécution du contrat d'un défaut de connaissance du risque.

Article 25 - Statistiques et suivi de l'accord-cadre

Par le biais de l'appliquatif ACDF, le titulaire transmet sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre devra ainsi déposer sur l'appliquatif ACDF à minima 2 fois par année d'exécution de l'accord-cadre concerné, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.A.P.

En effet, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1ère demande : données du 1er semestre (1er janvier au 30 juin) ;
- 2ème demande : données annuelles (1er janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffres d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'appliquatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- Vers la mi-août pour le 1er semestre ;
- Vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'appliquatif ACDF.

Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification de l'accord-cadre avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'appliquatif ACDF. Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé » s'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état « brouillon ». Dans ce dernier cas, le titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi d'accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le titulaire afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de l'accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

Ces mêmes données doivent également être transmises à chaque coordonnateur national de branche, et chaque organisme bénéficiaire pour le périmètre qui le concerne sur simple demande du coordonnateur national ou du correspondant de l'organisme.

Article 26 - Considérations environnementales et sociales

26.1. Considérations environnementales

En cas de déplacement professionnel, il sera attendu du titulaire une organisation et une optimisation des modes de transport.

Le titulaire doit favoriser les déplacements en transport en commun, notamment en train.

Les déplacements en avion doivent être exceptionnels.

En cas d'échanges avec les bénéficiaires, le titulaire doit privilégier les solutions dématérialisées (courriel, vidéoconférence, audioconférence).

En cas de demande de livrable sous forme matérielle, le titulaire doit privilégier des supports respectueux de l'environnement.

Il pourra être demandé des éléments de preuve pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Enfin, le titulaire doit également prévoir une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés et mettre en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

À titre informatif et sans incidence sur l'évaluation des offres, le candidat complètera dans le Cahier de Réponse Technique (CRT) la description des dispositifs qu'il prévoit de mettre en œuvre en matière environnementale, conformément aux présentes dispositions.

26.2. Considérations sociales

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'encourager l'application des dispositions de l'article L 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de cet accord-cadre des considérations sociales.

Le titulaire est encouragé à réaliser, sur la durée d'exécution de l'accord-cadre, reconductions comprises, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire doit préciser son objectif annuel de recrutement de personnel en insertion professionnelle dans le cadre de cet accord-cadre.

Le dispositif vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics visés ci-dessous :

- a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander tout document susceptible de confirmer la bonne exécution des engagements pris ci-dessous.

À titre informatif et sans incidence sur l'évaluation des offres, le candidat complètera dans le Cahier de Réponse Technique (CRT) la description des dispositifs qu'il prévoit de mettre en œuvre en matière sociale, conformément aux présentes dispositions.
